

5ème Congrès Asie et Pacifique – Migrations forcées en Asie du Sud

Atelier constitué – Appel à communication 5ème Congrès Asie et Pacifique 9-11 septembre 2015

Atelier : **MIGRATIONS FORCEES EN ASIE DU SUD**
Workshop : **FORCED MIGRATIONS IN SOUTH ASIA**

Atelier coordonné par Anthony Goreau-Ponceaud
Workshop coordinated by Anthony Goreau-Ponceaud

Résumé :

Les migrations contraintes font référence à des situations de fuite, d'expulsion, d'errance, de déracinement. Elles concernent des populations victimes de persécutions, d'affrontements ethniques ou religieux, de guerres civiles, de dépossession de terre, des effets de la sécheresse ou d'autres calamités naturelles. Toutefois, qu'ils soient d'origine politique, environnementale, économique, les motifs des départs sont souvent intrinsèquement mêlés, rendant d'autant plus difficile la catégorisation de ce type de migrants. L'exemple des « réfugiés/migrants environnementaux » est significatif. Par son ampleur mal cernée due au flou de sa définition juridique, par ses enjeux politiques, cette catégorie est devenue l'objet d'une vive polémique, notamment entre le PNUE (Programme des Nations Unies pour l'Environnement) qui œuvre pour sa reconnaissance et le HCR qui redoute ses possibles effets pervers sur le statut de réfugié en général. Émergeant à la suite d'une partition violente qui a déplacé plus de 15 millions de personnes, l'Asie du Sud est le théâtre d'un large éventail de formes de déplacements/emplacements forcés. Cet atelier, à partir de cinq cas d'étude, a pour ambition de :

- comprendre de quelles manières les migrations forcées sont façonnées par les Etats, les relations de pouvoir et les inégalités à différentes échelles ;
- montrer de quelles façons les migrations forcées constituent des registres de justification et de légitimité d'une mobilisation transnationale (diaspora, nationalisme à longue distance notamment mais pas seulement) et l'aide internationale (par exemple concernant la catégorie de « réfugiés environnementaux ») ;
- revenir sur des enjeux méthodologique, politique et épistémologique liés à la conceptualisation et aux contours des migrations forcées ;
- analyser la pertinence de cette notion pour éclairer les transformations économiques et politiques récentes en Asie du Sud .

Mots clés : Réfugiés ; déplacés ; Asie du Sud ; diaspora ; emplacement ; migrants climatiques

5ème Congrès Asie et Pacifique – Migrations forcées en Asie du Sud

Abstract:

Forced migration is a notion that emerged in South Asia from a violent partition that displaced over 15 million people, killing 100,000 and leading to the abduction of more than 50,000 women from both sides of the border, many of whom were forcefully repatriated, thereby suffering double displacement. It has been argued that Partition lives on in post-colonial time. This workshop addresses both the root causes of contemporary displacement and the experiences of forced migrants in South Asia. Forced migration in South Asia covers a wide range of forms of displacement of population. These movements are allegedly linked to various phenomena, such as: natural disasters, conflicts, planned development, dispossession of land. Those forced migrations of population are shaped in complex ways by states, power relations and inequalities at various scales. They are also increasingly mobilized as a rationale to justify transnational mobilization and international aid (e.g. climate change related "refugees").

This workshop on forced migration aims to bring out case-studies to discuss:

- methodological, political and epistemological issues related to the conceptualization of forced migration. There is no consensus among researchers about where the boundaries of refugee and forced migration studies should be drawn.

- the relevance of this notion to question recent economic and political transformations in south Asia.

- This workshop considers how displacement/replacement/emplacement can be experienced in different ways over space and time, focusing in particular deconstructing the labels that define and limit research agendas and international responses to displacement, and challenging the idea that refugee and forced migration studies should be primarily concerned with refugees in camps in the developing world.

This workshop places the region's contemporary displacement situations in historical context, and concluded by reflecting on South Asia's future challenges.

Keywords: Forced migration; refugees; IDPs; Development induced displaced persons; Diaspora; South Asia.

5ème Congrès Asie et Pacifique – Migrations forcées en Asie du Sud

Delon MADAVAN

Docteur en Géographie, Université Paris-IV Sorbonne

Post-doctorant au centre d'études et de recherche sur l'Inde, l'Asie du Sud et sa diaspora de l'université de Québec à Montréal (CERIAS/UQÀM)

Chercheur associé, en tant que « jeune docteur », au Centre d'études sur l'Inde et l'Asie du Sud (CEIAS, UMR 8564 EHESS/CNRS).

delonmadavan@gmail.com

NEGOCIER SA PLACE DANS UNE VILLE REFUGE : L'EXEMPLE DES DEPLACES DE GUERRE TAMOULS A COLOMBO

Colombo est devenue une ville refuge pour les Tamouls de la péninsule de Jaffna durant la guerre (1987-2009) qui a opposé l'État central aux séparatistes du *Liberation Tigers of Tamil Eelam* (LTTE). La coercition, la soudaineté et la rupture sont trois éléments caractéristiques de la mobilité forcée, qui apparaît comme une discontinuité radicale déterminant un avant et un après dans la vie des personnes déplacées. L'arrivée à Colombo se caractérise par une gestion de l'altérité et l'apprentissage à marche forcée de compétences citadines. Il s'agit de la capacité de ces individus à affronter les lieux étrangers et à les rendre familiers, de leurs compétences géographiques, entendues ici comme des formes de savoir-faire avec les lieux. C'est ce qui me conduit à poser comme problématique la question suivante : Malgré l'expérience de la perte (pertes humaines, matérielles, symboliques et sociales) liée à la migration et la difficile négociation de leur place en ville, dans un contexte politique tendu, les Tamouls jaffnais réussissent-ils à s'appropriier l'espace urbain et dans quelle mesure ils s'y sentent chez eux ?

NEGOTIATE A PLACE IN A REFUGE CITY: THE EXAMPLE OF THE WAR DISPLACED TAMILS IN COLOMBO

Colombo was a refuge city for Tamils from the Jaffna peninsula during the war (1987-2009) between the central government and Liberation Tigers of Tamil Eelam (LTTE) separatists. Coercion, suddenness and break are three characteristic elements of forced mobility, which appears as a radical discontinuity that determines a before and after in the lives of displaced people. The arrival of these displaced people in Colombo is characterized by the management of otherness and the learning of « citadinity » skills. It is the ability of these individuals to cope with these foreign places and to make them familiar, of their geographical skills, understood here as forms of know-how with places. That is what leads me to ask as the problematic the following question: despite the experience of loss (material, symbolic and social) related to migration and difficult negotiating of their place in the city, in a tense political context, do the displaced Tamils succeed in appropriating the urban space and to what extent do they feel at home in Colombo?

5ème Congrès Asie et Pacifique – Migrations forcées en Asie du Sud

Marie Percot

Laboratoire d'Anthropologie Urbaine/Institut Interdisciplinaire d'Anthropologie du Contemporain (EHESS/CNRS)

marie.percot@gmail.com

POURQUOI QUITTE-T-ON LE VILLAGE ? UNE APPROCHE DE LA MIGRATION VERS LES VILLES AU BANGLADESH DANS UN CONTEXTE DE STRESS ENVIRONNEMENTAL.

Le Bangladesh a toujours été sujet à des désastres environnementaux (cyclones, inondations, tsunamis...) et ses habitants ont jusqu'à présent plus ou moins réussi à y faire face sans pour autant quitter leurs villages. Jusqu'à son indépendance, en 1971, près de 90% de la population vivait encore à la campagne. Mais aujourd'hui, dans un contexte de stress environnemental accru et confrontés aux menaces déjà réelles du changement climatique, de plus en plus de gens quittent leur village à la recherche d'emploi dans les villes ; la très grande majorité d'entre eux atterrissent dans des bidonvilles qui sont estimés comme étant parmi les pires au monde.

Cette présentation, basée sur une recherche menée sur les lieux de migration comme dans les villages d'origine, se propose d'abord de décrire les situations concrètes auxquelles ces migrants sont confrontés, ainsi qu'à éclairer les processus qui entraînent ces migrations. On cherchera, en particulier, à montrer comment facteurs économiques et facteurs environnementaux sont intimement mêlés. On abordera enfin la question des politiques (ou du manque de politiques) concernant ces migrants, que ce soit avant ou suivant leur installation en milieu urbain.

WHY DO PEOPLE LEAVE VILLAGES? AN APPROACH OF BANGLADESHI RURAL-URBAN MIGRATION IN A CONTEXT OF INCREASING ENVIRONMENTAL STRESS.

Bangladesh has always been an environmental disaster prone country with regular cyclones, flood, tsunamis, etc. Until now, its inhabitants were more or less able to cope with such disasters without leaving their villages. Until its independence, in 1971, nearly 90% of its population still used to live in the countryside. But today, in a context of increasing environmental stress and being confronted to the actual threat of climate change, more and more people leave their village in search of job opportunities in the cities. The vast majority of them end up in urban slums which are estimated to be among the worst in the world.

This presentation, based on a fieldwork carried on in the migration places as well as in the villages of origin, firstly aims at describing the actual situations these migrants are living, but also at highlighting the migration processes. It will try to show, in particular, how economic and environmental factors are closely linked. At last, we will approach the issue of policies (or lack of policy) regarding these migrants, be it before or after their settling in urban areas.

5ème Congrès Asie et Pacifique – Migrations forcées en Asie du Sud

Anne-Sophie Bentz

Maître de conférences en Histoire de l'Asie du Sud, Université Paris Diderot

anne-sophie.bentz@graduateinstitute.ch

LES REFUGIES BIRMANS DE DELHI

Les réfugiés birmans ont cherché refuge en Thaïlande et en Inde à partir de 1988, quand la junte militaire s'est mise à réprimer les mouvements en faveur de la démocratie. Ils ont été bien reçus par l'Inde, qui d'emblée s'est positionnée en faveur des mouvements pour la démocratie. Des camps ont rapidement été ouverts pour accueillir les dissidents birmans – on pense notamment aux camps du Manipur (par exemple, Leikun), du Mizoram (par exemple, Champai) et du Nagaland, qui ont ouvert en 1988. Mais les rapports avec la population locale étaient parfois tendus ; des dissidents birmans ont même été rapatriés de force en Birmanie. C'est pourquoi les réfugiés birmans ont commencé à quitter les camps pour se rendre dans les villes indiennes, comme Imphal (Manipur), Aizawl (Mizoram) et New Delhi (où ils tentent d'obtenir l'aide du Haut Commissaire des Nations Unies pour les Réfugiés).

Cette étude sur les réfugiés birmans de Delhi est basée sur une enquête de terrain effectuée auprès de trente réfugiés birmans en novembre 2013 dans les quartiers de Chanakya Place et Vikaspuri, au nord-est de Delhi. Les questions posées aux réfugiés et aux membres des nombreuses organisations non-gouvernementales qui travaillent pour les réfugiés devraient nous aider à établir un panorama complet de l'évolution de ce groupe de réfugiés en Inde. Pourquoi ont-ils quitté la Birmanie ? Pourquoi sont-ils toujours en Inde en 2013 ? Pourquoi continuent-ils de venir en Inde ? Comment vivent-ils en Inde ? Y a-t-il eu, au fil des années, une amélioration de leurs conditions de vie ? Aiment-ils vivre en Inde ? Comment voient-ils leur avenir ? Quelles sont les possibilités qui existent pour eux à long-terme ?

Nous allons tout d'abord essayer de comprendre qui sont ces réfugiés qui sont venus trouver refuge en Inde. Nous nous intéresserons ensuite aux conditions de vie des réfugiés birmans qui vivaient encore à Delhi en novembre 2013. Et, enfin, nous évoquerons les perspectives d'avenir, tant réelles qu'idéalisées, des réfugiés birmans.

BURMESE REFUGEES IN DELHI

Burmese refugees have started to take refuge in Thailand and India at the end of 1988, following the suppression of pro-democracy movements by the military junta. They have been welcomed by India, who stood right from the start in favour of the pro-democracy movement. Refugee camps were rapidly set up to accommodate Burmese dissidents, notably in Manipur (where the Leikun camp opened in 1988), in Mizoram (where the Champhai camp opened in 1988) and in Nagaland. But relations with the local population were tense and some Burmese dissidents were even forcefully repatriated to Burma. This situation led Burmese refugees to leave the camps and find refuge in India's cities, such as Imphal (Manipur), Aizawl (Mizoram) and New Delhi (where they looked for support from the United Nations High Commissioner for Refugees).

The present study of Burmese refugees in Delhi is based on fieldwork conducted in November 2013 with thirty Burmese refugees living in Delhi's northeastern neighbourhoods of Chanakya Place and Vikaspuri. The questions asked to the refugees and to the staff of the numerous non-governmental organisations working with and for the refugees will enable us to get an overall picture of the evolution of this refugee group in India. Why did they leave Burma ? Why are they still in India in 2013 ? Why are they still coming to India ? How do they live in India ? Has there been any improvement in their living conditions over the years ?

5ème Congrès Asie et Pacifique – Migrations forcées en Asie du Sud

How do they like living in India ? What do they want to do in the future ? What are the long-term possibilities open to them ?

We will first try to understand who exactly are the Burmese refugees who, over the years, have sought refuge in India. We will then focus on the living conditions of the Burmese refugees who were still living in Delhi in November 2013. And we will eventually look at the remaining refugees' future prospects, whether real or idealised by the refugees themselves.

5ème Congrès Asie et Pacifique – Migrations forcées en Asie du Sud

Joël Cabalion

Jeune Docteur en Sociologie au CEIAS / Post doctoral fellow in Sociology at the University of Bergen

joel.cabalion@gmail.com ; joel.cabalion@sos.uib.no

‘NOT ONE PIECE OF CLOTH BUT MANY SHREDDED PIECES’: INDIAN NEW VILLAGES AND THE ENDLESS SEARCH FOR REHABILITATION

‘Displacement studies’ have become relatively common since the 1990s due to a wide range of realities characterized as forced migrations. If refugees already enjoyed much attention in the space of ‘migration studies’, the growth of research around development-caused forced displacement is a compelling case of knowledge reconfiguration around a few expressions respectively coined by social scientists, activists and/or policy-makers. ‘Resettlement and rehabilitation’ (R&R), ‘development by displacement’ or ‘accumulation by dispossession’ today delineate many new interrogations applied to displaced people. Most of these studies, quite understandably, focus on the social time of the trauma of displacement yet thereby neglect the analysis of the emergence of an entirely new socio-spatial reality on the long term. If an important share of displaced people deepened a process of urbanization over the country, most of them end up residing in the vicinity of the projects that evicted them, in “new villages”, “resettlement colonies”, “transit camps” or small rectilinear looking towns half-deserted and fallow. This intervention would like to raise certain interrogations in relation to the emergence of new spaces and thus articulate certain lessons which ‘displacement studies’ could learn from ‘refugee studies’.

‘PAS UNE SEULE PIECE D’ETOILE MAIS BEAUCOUP DE BOUTS DECHIREES’: LES NOUVEAUX VILLAGES INDIENS ET L’INTERMINABLE RECHERCHE POUR LA REHABILITATION

Les « études de déplacement » ont pris un essor important depuis les années 1990 en raison d’un grand nombre de réalités caractérisées de migrations forcées. Si les réfugiés bénéficiaient déjà d’une attention importante dans les études de migration, l’accroissement des recherches autour des déplacements forcés générés par des « projets de développement » est un cas notoire de reconfiguration des savoirs souvent structurée autour de quelques expressions clés tour à tour façonnées par des chercheurs en sciences sociales et/ou des décisionnaires en politiques publiques. « Réinstallation et réhabilitation », « développement par le déplacement » ou « accumulation par la dépossession » sont autant d’expressions enfermant de nouvelles interrogations concernant les déplacés d’aujourd’hui. La plupart de ces études se concentrent de manière compréhensible sur le temps social du trauma de l’arrachement à un lieu d’origine mais néglige dans le même temps l’analyse longitudinale de l’émergence d’une réalité sociospatiale entièrement nouvelle. Si une part importante des déplacés indiens a accentué le processus d’urbanisation du pays, la majorité d’entre eux habite toutefois à proximité des grands ouvrages qui les ont forcés à partir, au sein de « nouveaux villages », de « colonies de réinstallation », de « camps de transit » ou de petites cités à moitié vides aux allures rectilignes. Cette intervention aimerait soulever certaines interrogations en rapport à l’émergence de ces nouveaux espaces et articuler ainsi certains des apports que les études de réfugiés pourraient apporter aux études de déplacements.

5ème Congrès Asie et Pacifique – Migrations forcées en Asie du Sud

Anthony Goreau-Ponceaud

Maître de conférences, Université de Bordeaux

anthonygoreau@yahoo.fr

SRI LANKAN REFUGEES IN INDIA

This paper offers an assessment of the situation of Sri Lankan refugees in Tamil Nadu. Sri Lankan refugees started coming to India in huge flows at the beginning of the civil war in 1983. Their situation has changed over the years due to a number of factors, which include, among others, India's policy towards them, both at the central and state levels, the evolution of the situation in Sri Lanka, and the creation of a regional office of the United Nations High Commission for Refugees (UNHCR) in Chennai in 1995. The impact of these factors was felt most notably on security screening for new arrivals, livelihood options, and the questions of further integration in India and possibilities of return, especially since the formal end to the civil war in 2009.

This paper will explore the refugees' experience in migration. What is the refugees' range of options between a 'savoir-faire' that they have developed over the years, thanks notably to their growing experience of life in exile, to a number of non-governmental organizations (OfERR, JRS, FPR), and to a well-developed diasporic network, and a 'pouvoir-faire' that they have been granted by Indian authorities either at the central or at the state level and that is limitative? This study will take a historical perspective to determine how and in what institutional context Sri Lankan refugees have come to build survival and other skills in Tamil Nadu, before turning to an assessment of the current situation of Sri Lankan refugees. It will be based on governmental and non-governmental material on Sri Lankan refugees, which include newspapers articles, as well as on interviews conducted in the field between 2012 and 2014, and with non-governmental organisation members.

REFUGIES TAMOULS SRI-LANKAIS EN INDE

Les réfugiés sri-lankais ont commencé à arriver en Inde à partir du début de la guerre civile en 1983. Leur situation a changé au fil des années en raison d'un certain nombre de facteurs, qui comprennent, entre autres, la politique de l'Inde, tant au niveau central qu'au niveau de l'Etat du Tamil Nadu, l'évolution de la situation à Sri Lanka, et la création d'un bureau régional du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) à Chennai en 1995. L'impact de ces facteurs s'est fait sentir notamment sur l'évolution des conditions de vie des réfugiés, leur possible intégration en Inde ou leur retour progressif à Sri Lanka, rendue imaginable avec la fin de la guerre en 2009.

Cette communication vise à comprendre les processus de changement identitaire et de socialisation des réfugiés en milieu urbain pour alimenter, en creux, une réflexion sur la construction et les pratiques de gestion de l'altérité par les pouvoirs publics. Ce sera l'occasion d'explorer l'expérience des réfugiés dans la migration, qui associe un «savoir-faire» qu'ils ont développé au fil des années, notamment grâce à leur expérience croissante de la vie en exil, à un certain nombre d'organisations non-gouvernementales (OfERR, JRS, FPR), et à un réseau diasporique bien développé, et un «pouvoir-faire» limitatif qui leur a été accordé par les autorités indiennes, soit au niveau central ou au niveau de l'Etat fédéré. Cette étude a une perspective historique afin de déterminer comment et dans quel contexte institutionnel les réfugiés sri-lankais sont arrivés en Inde pour améliorer leur condition de vie et acquérir de nouvelles compétences, avant de passer à une évaluation de leur situation actuelle. Fondé sur des données collectées au gré de plusieurs séjours entre 2010 et 2014, cette communication explore la question de la marginalisation, des limitations et des

5ème Congrès Asie et Pacifique – Migrations forcées en Asie du Sud

processus d'exclusion dont souffre cette population, tout en nuancant ce constat en mettant l'accent sur la manière dont les pratiques et les initiatives de ces migrants infléchissent ces processus de mise à l'écart en produisant des espaces de l'entre-deux.